

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

Société Anonyme au capital de 377 000 000 €  
Siège social : 17, cours Valmy, 92800 Puteaux.  
450 828 074 R.C. Nanterre.

**I. — Bilan le 31 décembre 2017.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)	2 505 423	2 235 286
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	660 235	1 019 286
A vue	93 582	91 019
A terme	566 653	928 267
Opérations avec la clientèle (note 4)	417 869	23 248
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	414 073	
Comptes ordinaires débiteurs	3 796	23 248
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)	170 567	364 382
Actions et autres titres à revenu variable (note 2)	32 565	77 203
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles (note 5)	30	45
Immobilisations corporelles (note 5)	40	57
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement (note 6)		
Autres actifs (note 6)	163 708	197 719
Comptes de régularisation (note 6)	176 174	252 416
Total	4 126 611	4 169 642

  

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Comptes Courants Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 7)	1 440 423	2 232 399
A vue	40 489	56 239
A terme	1 399 934	2 176 160
Opérations avec la clientèle (note 8)	1 065 969	1 584
Comptes d'épargne à régime spécial (note 8)		
A vue		
A terme		
Autres dettes	1 065 969	1 584
A vue	2 351	36
A terme	1 063 618	1 548
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 9)	992 530	1 253 230
Comptes de régularisation (note 9)	187 816	260 116
Provisions		
Comptes de négociation et de règlement		
Dettes subordonnées (note 10)	62 010	62 009
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 11)	377 863	360 305
Capital	377 000	377 000
Primes d'émission		
Réserves		

Écart de réévaluation		
Provisions règlementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	-16 696	-21 445
Résultat de l'exercice	17 559	4 750
Total	4 126 611	4 169 642

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers.)

Résultat de l'exercice en centimes :	17 558 759.00
Total du bilan en centimes :	4 126 611 000.00

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :	278 451	112 907
Engagements de financement (note 17)	105 243	38 903
Engagements en faveur d'établissement de crédit	231	38 903
Engagements en faveur de la clientèle	105 012	
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres (note 17)	173 208	74 004
Titres à livrer	173 208	74 004
Autres engagements donnés		
Engagements reçus :	165 863	124 658
Engagements de financement		48 949
Engagements reçus d'établissement de crédit		48 949
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres (note 17)	165 863	75 709
Titres à recevoir	165 863	75 709
Autres engagements reçus		

Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises (note 18) :		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	2 579 498	1 804 228
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	2 577 351	1 808 235
Engagements sur instruments financiers à terme (note 19)	60 919 543	58 592 176
Autres engagements :		
Engagements donnés	33 538	5 622
Engagements reçus	8 660	149
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers.)

## II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 12)	315 633	170 135
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	100 416	20 019
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	176	14
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés	215 041	150 103
- Intérêts et charges assimilées (note 12)	-314 877	-156 132
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-58 813	-23 119
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-23 763	-75
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilées	-232 301	-132 938
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 13)	16 918	1 811
- Commissions (charges) (note 13)	-9 878	-6 020
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	40 109	13 926
- Opérations sur titres de transaction	23 273	-3 031
- Opérations de change	-232	2 425
- Opérations sur instruments financiers	17 068	14 532
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	193	240
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	193	240
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-246	-241
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-246	-241
Produit net bancaire	47 852	23 719
- Charges générales d'exploitation (note 15)	-22 510	-14 494
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-22 510	-14 494
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (note 5)	-21	-30
Résultat brut d'exploitation	25 321	9 195
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	25 321	9 195
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
- Immobilisations financières		
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	25 321	9 195
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 16)	-7 762	-4 445
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	17 559	4 750

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

## III. — Annexes.

## Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société DESCARTES TRADING ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

— Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :  
– continuité de l'exploitation,  
– permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,  
– indépendance des exercices,  
et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.  
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

— Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la d'échéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Portefeuille titres. — Le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2005-01 qui a été modifié par le règlement 2008-07 et le 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable et l'instruction 90-03 de la Commission Bancaire définissent les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres.

— Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

Titres de transaction. — Ce sont des titres, qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché.

Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les titres de transaction sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, les titres de transaction sont évalués sur la base de leur valeur de marché.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique " Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation". Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont classés dans le compte de résultat au sein de la rubrique « Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe.

— Les titres de transaction qui ne sont plus détenus avec l'intention de les revendre à court terme, ou qui ne sont plus détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché ou pour lesquels la gestion spécialisée de portefeuille dans le cadre de laquelle ils sont détenus ne présente plus un profil récent de prise de bénéfices à court terme peuvent être transférés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle du marché nécessite un changement de stratégie de détention
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si Descartes Trading a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance. Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert.

Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert.

Titres de placement. — Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Actions et autres titres à revenus variables. — Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins values latentes ainsi constatées. En cas de moins values latentes, une dépréciation du portefeuille titres est constatée en comptabilité.

Les revenus attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à Revenus Variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Obligations et autres titres à revenu fixe. — Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. Les intérêts courus à recevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe" du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés selon leur valeur probable de négociation. Les plus-values ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

— Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie « titres d'investissement » si :

– une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention

– ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si Descartes Trading a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels DESCARTES TRADING a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause l'intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement incluent également les titres de transaction et de placement que Descartes Trading a décidé de reclasser dans les conditions particulières décrites ci-dessus (situation exceptionnelle de marché ou titres qui ne sont plus négociables sur un marché actif).

Ces titres d'investissement peuvent être désignés comme éléments couverts dans le cadre d'une opération de couverture affectée ou de couverture globale du risque de taux d'intérêt réalisée au moyen d'instruments financiers à terme. Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

— Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées :

Titres de participation. — Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale et notamment ceux répondant aux critères suivants :

– titres de sociétés ayant des administrateurs ou des Dirigeants communs avec la société détentrice, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;

– titres de sociétés appartenant à un même groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;

– titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de Descartes Trading.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Autres titres détenus à long terme. — Ils représentent des investissements réalisés par Descartes Trading, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Au 31 décembre 2017, aucun titre n'entrant dans ces catégories n'est inscrit au bilan de Descartes Trading.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

— Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciels	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobiliers	Linéaire	10 ans
Agencement des constructions	Linéaire	20 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon le support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés au bilan parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Provisions pour risques et charges. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées par contrepartie du compte de résultat.

Opérations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les opérations comptabilisées par la société sont essentiellement en Euros.

Opérations sur instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Ce montant représente le volume des opérations en cours ; il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés. Les dérivés de crédit achetés à titre de couverture du risque de crédit sur des actifs financiers non évalués à leur valeur de marché sont quant à eux classés et traités comme des engagements de garanties reçus.

— Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférents aux instruments financiers à terme :

a) Opérations de couverture : Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés au compte de résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. Dans le cas où ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en " Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation " dans le poste "résultat sur instruments financiers à terme ".

b) Opérations de marché : Les opérations de marché incluent, d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, ainsi que des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction, et d'autre part certains instruments de dettes intégrant une composante d'instrument financier à terme dès lors que ce classement reflète de manière plus appropriée les résultats et risques associés. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture ; en l'absence de marché liquide, cette valeur est généralement déterminée à partir de modèles internes. Ces valorisations sont corrigées le cas échéant d'une décote prudentielle (Reserve Policy) déterminée en fonction des instruments concernés et des risques associés et intégrant :

– une valorisation prudente de l'ensemble des instruments, quelle que soit la liquidité du marché,

– une réserve estimée en fonction de la taille de la position et destinée à couvrir le risque d'emprise,

– une correction au titre de la moindre liquidité des instruments et des risques de modèles dans le cas des produits complexes ainsi que des opérations traitées sur des marchés moins liquides (car récents ou plus spécialisés).

Par ailleurs, pour les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts négociées de gré à gré, la valeur de marché intègre le risque de contrepartie et la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Les gains ou pertes latents ou réalisés correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice. Ils sont inscrits au compte de résultat en "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation".

Les pertes et profits relatifs à certains contrats conclus dans le cadre notamment des activités de trésorerie gérées par la salle des marchés afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêts, sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou « prorata temporis », selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques dont la contrepartie est enregistrée en « résultat net des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

Coût du risque. — Le contenu de la rubrique Coût du Risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risques de contrepartie ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Intérêts et commissions. — Les intérêts et agios sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont comptabilisées en respectant les éventuels décalages intervenant entre la facturation et l'exécution effective du service et donnent lieu à une régularisation afin que les charges et produits acquis à l'exercice lui soient effectivement rattachés.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. — Ce poste regroupe les plus ou moins values de cession.

Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du Produit net bancaire.

Charge fiscale. — DESCARTES TRADING a conclu une convention d'intégration fiscale avec Société Générale.

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 % et de 0 % pour les plus-values à long terme excepté la quote-part de 12 % imposée au taux de droit commun.

Les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû avant imputation des crédits d'impôt, à une Contribution Sociale sur les Bénéfices des sociétés de 3,3 %.

Les crédits d'impôt attachés aux revenus mobiliers sont portés en déduction du montant de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, modifiant le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-04 relatif aux documents de synthèse individuels des entreprises d'investissement, la société Descartes Trading ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice. — Dans un environnement contrasté entre incertitudes politiques et environnements de marché porteur mais avec des niveaux de volatilité particulièrement réduits, Descartes Trading a affiché une performance robuste tirant parti de son « Business mix ». Dans ce contexte, les activités d'arbitrage de volatilité, ou « Global Macro » ont été en retrait, alors qu'à l'inverse les Activités de Crédit à Paris et à Londres, tout comme les Activités d'Arbitrages sur courbes de taux ont été très bien orientées. Au global, le PNB de Descartes s'établit à 47.9 M EUR, et le résultat net à + 17.6 M EUR.

Événements postérieurs à la clôture. — Néant.

#### Note 2.

##### 1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

	31/12/2017					31/12/2016
(En milliers d'Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :						
Valeur brute	2 505 423				2 505 423	2 235 286
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	2 505 423				2 505 423	2 235 286
Obligations et autres titres à revenus fixe :						
Valeur brute (*)	170 567				170 567	364 382
(*) Dont émis par des organismes publics						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	170 567				170 567	364 382
Actions et autres titres à revenu variable :						
Valeur brute	32 565				32 565	77 203
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	32 565				32 565	77 203
Total	2 708 555				2 708 555	2 676 871

##### 2. Informations complémentaires sur les titres :

(En milliers d'Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2017
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable	203 132				203 132
Titres cotés	168 237				168 237
Titres non cotés	34 895				34 895
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable par émetteur	203 132				203 132
Établissements de crédit	11 324				11 324
État					
Autres émetteurs	191 808				191 808



(En milliers d'Euros)		31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts		93 582	91 019
A vue :		93 582	91 019
Comptes ordinaires		93 582	91 019
Prêts et comptes au jour le jour			
Valeurs reçues en pension au jour le jour			
A terme :			
Prêts et comptes à terme			
Prêts subordonnés et participatifs			
Valeurs reçues en pension à terme			
Créances rattachées		1	
Créances douteuses			
Total brut		93 583	91 019
Dépréciations			
Total net		93 583	91 019
Titres reçus en pension		566 557	927 933
Créances rattachées		95	334
Total		660 235	1 019 286

## Note 4. — Opérations Avec La Clientèle.

(En milliers d'Euros)		31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales			
Autres concours à la clientèle :		2 836	
Crédits de trésorerie			
Crédits à l'exportation			
Crédits à l'équipement			
Crédits à l'habitat			
Autres crédits à la clientèle		2 836	
Comptes ordinaires débiteurs		3 796	23 248
Opérations d'affacturage			
Créances rattachées			
Créances douteuses			
Total brut		6 632	23 248
Dépréciations			
Total net		6 632	23 248
Valeurs reçues en pension			
Titres reçus en pension		410 270	
Créances rattachées		967	
Total		417 869	23 248

## Note 5.

## 1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	56			-7	49	-19	30
Immobilisations corporelles	81			-10	71	-31	40
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres	81			-10	71	-31	40
Total	137			-17	120	-50	70

Les autres mouvements correspondent à la différence de change du HKD.

## 2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	-11	-10		2	-19
Immobilisations corporelles	-24	-11		4	-31
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres	-24	-11		4	-31
Total	-35	-21		6	-50

Les autres mouvements correspondent à la différence de change du HKD

## 3. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2017
Immobilisations incorporelles	-10				-10
Immobilisations corporelles	-11				-11
Total	-21				-21

Note 6.

## 1. Autres actifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total	163 708	197 719
Compte courant SG impôt groupe		1 450
Primes sur instruments conditionnels achetés	26 047	52 845
Dépôts de garantie versés	123 393	137 665
Débiteurs divers	14 268	5 759
Comptes de régularisation :		
Sous-total	176 174	252 416
Charges comptabilisées d'avance	1 058	6 106
Produits à recevoir		
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Comptes de négociation et règlement		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation :	175 116	246 310
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	152 898	240 157
Compte de régularisation : Divers	22 218	6 153
Total brut	339 882	450 135
Dépréciations		
Total net	339 882	450 135

## 2. Répartition des dépôts de garantie :

(En milliers d'Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie versés IFAT	123 333		123 333	137 665
Dépôts de garantie versés Autres	60		60	

Note 7. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :	40 489	56 239
Dépôts et comptes ordinaires	39 388	56 239
Comptes et emprunts au jour le jour	1 101	
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	71 532	178 851
Emprunts et comptes à terme	71 532	178 851
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	1 266	4 019
Titres donnés en pension	1 327 136	1 993 290
Total	1 440 423	2 232 399

Note 8. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :	2 351	36
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèles financières	2 351	36
Autres		
Autres dettes envers la clientèle à terme :		
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèles financières		
Autres		
Dettes rattachées		
Total dettes envers la clientèle	2 351	36
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle	1 063 618	1 548
Total	1 065 969	1 584

Note 9.

## 1. Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres :	957 105	1 221 068
Dettes et titres empruntés	16 690	24 572
Autres dettes de titres	915 314	1 141 859
Instruments conditionnels vendus	25 101	54 637
Autres passifs :	35 425	32 162
Compte courant SG impôt groupe	7 767	7 851
Versement restant à effectuer sur titres		
Dépôts de garantie reçus	3 976	5 138
Créditeurs divers	23 682	19 173
Comptes de régularisation :	187 816	260 116
Charges à payer	15 886	15 254
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		

Comptes de régularisation		
Comptes de négociation et règlement	15 886	
Dettes subordonnées		
Impôts différés :		
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation	171 930	244 862
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	151 408	240 229
Compte de régularisation : Divers	20 522	4 603
Total	1 180 346	1 513 346

## 2 - Répartition des dépôts de garantie :

(En milliers d'Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie reçus	3 976		3 976	5 138

## Note 10. – Dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	Devise	Taux d'intérêt	Montant de l'émission	Date d'échéance	31/12/2017	31/12/2016
Date d'émission						
Titres et emprunts subordonnés à une durée déterminée					62 000	62 000
29/06/2015	EUR	EIB EUR 3M+2.25	62 000	perpétuelle	62 000	62 000
Titres et emprunts subordonnés à terme						
Dettes rattachées					10	9
Total					62 010	62 009

## Note 11.

## 1. Évolution des capitaux propres (En milliers d'Euros.):

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	-16 696
Report à nouveau antérieur	-21 446
Résultat de la période	4 750
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	-16 696
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	-16 696

(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2016 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 16 mai 2017.

2. Capital social. — Le capital social est composé de 37 700 000 actions de 10 € de nominal, entièrement libérées.

## 3 - Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	

## 4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)		Montant
Résultat disponible :		863
Report à nouveau antérieur		-16 696
Résultat de la période		17 559
Prélèvement sur les réserves		
Affectation (1) :		863
Réserve légale		43
Autres réserves		
Dividendes		792
Autres répartition		
Report à nouveau		28

Note 11 (suite).

## 5. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	377 000			377 000
Primes d'émission				
Réserves				
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	-21 446	4 750		-16 696
Résultat de l'exercice	4 750	17 559	4 750	17 559
Distribution				
Total	360 305	22 309	4 750	377 863

Note 12.

## 1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	58 813	100 416	41 603	-3 100
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	4 159	1 000	-3 159	-2 258
Titres et valeurs reçus en pension	54 654	99 416	44 762	-842
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :	23 763	176	-23 587	-61
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				1
Comptes ordinaires débiteurs	36	176	140	-29
Titres et valeurs reçus en pension	23 727		-23 727	-33
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe				
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	232 301	215 041	-17 260	17 165
Total	314 877	315 633	756	14 004

## 2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres	2 244		-2 244	-1 732
Opérations de change et sur instruments financiers	7 634	16 918	9 284	-2 477
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total	9 878	16 918	7 040	-4 209

Note 14. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	Net 2017	Net fin 2016
Résultat net sur portefeuille de négociation :	-40 109	-13 926
Résultat net des opérations sur titres de transaction	-23 273	3 031
Résultat net des opérations de change	232	-2 425
Résultat sur instruments financiers à terme	-17 068	-14 532
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Total	-40 109	-13 926

*Le solde net de la dotation/reprise aux provisions pour Reserve Policy est intégré au solde du Résultat sur Instruments financiers à terme. Ce montant représente un produit net de 988 milliers d'Euros au 31/12/2017.*

Note 15.

1. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel :		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs :	-22 510	-14 494
Impôts et taxes	-1 141	-1 276
Services extérieurs	-21 370	-13 218
Autres		
Total	-22 510	-14 494

Note 16.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante :	8 314	4 807
Descartes Trading Paris	6 771	6 809
Descartes Trading London	1 881	-2 364
Descartes Trading Hong Kong	-338	362
Charge fiscale différée	-552	-362
Descartes Trading Hong Kong	-552	-362
Total	7 762	4 445

## 2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (Descartes Trading Paris.) :

Ventilation résultats (En milliers d'Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	20 536	-655	6 627		6 627	13 909
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	20 536	-655	6 627		6 627	13 909
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	20 536	-655	6 627		6 627	13 909
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)						
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	20 536	-655	6 627		6 627	13 909
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			6 627		6 627	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé			-41		-41	41
Contributions			219		219	-219
Autres (Régul IS 2016)			-34		-34	34
Résultat net	20 536	-655	6 771		6 771	13 765

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en – pour une créance.

Note 17. – Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan. Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

## 1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

## 1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		105 243
En faveur d'établissements de crédit		231
En faveur de la clientèle		105 012
Engagements de garantie :		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

## 1.2. Hors-bilan – Engagements sur titres

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		173 208
Titre à recevoir		165 863

## 1.3. Hors-bilan – Engagements douteux. — Néant.

## 1.4. Hors-bilan – Autres engagements.

Autres engagements donnés et reçus	42 198
------------------------------------	--------

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
Devise	Actif contrevaletur €	Passif contrevaletur €	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif contrevaletur €	Passif contrevaletur €	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	2 767 322	2 767 322	405 040	218 600	642 738	642 738	442 106	256 577
USD	139 308	139 308	243 531	369 487	254 194	254 194	194 372	360 639
GBP	942 583	942 583	130 857	130 857	110 229	110 229	120 535	143 895
JPY	52 548	52 548	340 189	336 597	191 930	191 930	417 719	431 630
Autres	224 850	224 850	1 459 880	1 521 810	2 970 551	2 970 551	629 496	635 494
Total	4 126 611	4 126 611	2 579 497	2 577 351	4 169 642	4 169 642	1 804 228	1 808 235

— Position de change portée en résultat :

Note 19.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	Total	
				31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes	55 761 236		964	55 761 236	52 055 949
Opérations sur marchés organisés et assimilés :	8 048 686		4 083	8 048 686	6 154 531
Contrats à terme de taux d'intérêt	7 898 970		5 486	7 898 970	5 729 009
Contrats à terme de change	101 907		-526	101 907	57 580
Autres contrats à terme	47 809		-877	47 809	367 942
Opérations sur marchés de gré à gré	47 712 550		-3 119	47 712 550	45 901 418
Swaps de taux d'intérêt	47 392 162		2 530	47 392 162	45 804 608
Swaps financiers de devises					
FRA	160 141			160 141	16 483
Autres	160 247		-5 649	160 247	80 327
Opérations conditionnelles :	5 158 307		872	5 158 307	6 536 227
Options de taux d'intérêt	4 510 098			4 510 098	4 625 083
Option de change	337 783		872	337 783	139 870
Option sur actions et indices	310 426			310 426	1 771 274
Autres options					
Total	60 919 543		1 836	60 919 543	58 592 176

2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations fermes	11 682 232	25 810 507	18 268 496	55 761 236
Opérations sur marchés organisés et assimilés :	2 613 963	5 416 224	18 500	8 048 687
Opérations sur marchés de gré à gré	9 068 269	20 394 284	18 249 996	47 712 549
Opérations conditionnelles	3 804 662	917 327	436 319	5 158 307
Total	15 486 893	26 727 834	18 704 815	60 919 543



(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit	659 561	674			660 235
Opérations avec la clientèle	417 869				417 869
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 298	10 145	97 503	61 621	170 567
Titres de transaction	1 298	10 145	97 503	61 621	170 567
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable	32 565				32 565
Titres de transaction	32 565				32 565
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit	1 439 422	1 001			1 440 423
Opérations avec la clientèle	1 065 969				1 065 969
Dettes représentées par un titre					

Note 21. – Identité de la société consolidante.

— Les comptes annuels de la SA DESCARTES TRADING sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS.

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 22. – Intégration fiscale.

La Société DESCARTES TRADING est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2014.

— Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

– Bénéfice à court terme de 20 852 110 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 7 119 167 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 23. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %). intégration Fiscale

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit	660 235	82 766
Opérations avec la clientèle	417 869	
Obligations et autres titres à revenu fixe	170 567	
Actions et autres titres à revenu variable	32 565	
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations	70	
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs et comptes de régularisation	163 708	
Postes du passif		
Dettes envers les établissements de crédit	1 440 423	106 417
Opérations avec la clientèle	1 065 969	3
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs et comptes de régularisation	1 180 346	31 282
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions et subventions d'investissement		
Dettes subordonnées	62 010	62 009
Postes du hors bilan		
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	231	231
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		

Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Opérations en devises	5 156 849	429 607
Engagements sur instruments financiers à terme	60 919 543	1 585 541
Autres engagements	42 198	1 800
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat		
Intérêts et produits assimilés	315 633	
Revenus des titres à revenu variable		
Produits de commissions	16 918	
Intérêts et charges assimilées	-314 877	
Charges de commissions	-9 878	
Autres (à détailler si significatif)		

Note 24. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de nos commissaires aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élèvent à :

DELOITTE et ASSOCIES	100 350.00 €
ERNST et YOUNG	100 350.00 €

#### IV. — *Extrait procès-verbal des décisions de l'assemblée générale du 16 mai 2018.*

— Le 16 mai 2018, les actionnaires ont signé l'acte dont la teneur suit :

– SOCIETE GENERALE, Société Anonyme au capital de 1.007.799.641,25 euros, dont le siège social est à PARIS (75009) – 29 boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS PARIS, représentée par Monsieur Thierry GARCIA, en qualité de mandataire,  
– Actionnaire de DESCARTES TRADING, Société Anonyme au capital de 377.000.000 euros, dont le siège social est à PUTEAUX (92800) – 17 cours Valmy, ayant pour numéro unique d'identification 450 828 074 RCS NANTERRE,

— Décide :

– L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 17.558.759,00 Euros, diminué du report à nouveau antérieur, débiteur de 16.696.175,97 Euros, soit un résultat à affecter de 862.583,03 Euros, de la manière suivante :

A la réserve légale :	43.129,16 euros,
A la réserve libre :	0,00 euro,
Versement de dividende :	791.700,00 euros,
(soit 0,021 euro par action)	
Au report à nouveau :	27.753,87 euros.

Le dividende attribué aux Actionnaires personnes morales ne sera pas éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts

Le dividende sera mis en paiement à compter du 29 juin 2018.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Fait à PARIS La défense, Le 16 mai 2018.

SOCIETE GENERALE  
Thierry GARCIA

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président  
Hervé AUDREN DE KERDREL

A l'assemblée générale de la société Descartes Trading,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Descartes Trading relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

— Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

— il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

— il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

— il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

— il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

— il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 30 avril 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

DELOITTE ET ASSOCIÉS  
Charlotte VANDEPUTTE

ERNST & YOUNG et Autres  
Micha MISSAKIAN